

dimension

LE JOURNAL DE LA COOPÉRATION BELGE

3

BIMESTRIEL SEPTEMBRE OCTOBRE 2010 N°4
P308613 BUREAU DE DÉPÔT BRUXELLES X

10 ANS APRÈS LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE

- L'heure du bilan
- Interviews
- Success stories

FICHE THÉMATIQUE

- Les Objectifs en carte

AIDE HUMANITAIRE

- Les leçons du tsunami appliquées en Haïti

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE

Dossier: les Objectifs du Millénaire
10 ans, un heureux anniversaire ?

05



Dossier: les Objectifs du Millénaire
Success stories

08



Fiche thématique
Où en sont les Objectifs du Millénaire ?

15



Dossier: les Objectifs du Millénaire
Les Objectifs en question

20



Aide humanitaire
Tsunami-Haïti: les bonnes leçons

26



.....
Aller à l'école, un rêve
pour une multitude d'enfants
dans le monde.



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Le Journal de la coopération belge

Périodique bimestriel de la Direction Générale
de la Coopération au Développement (DGD)

Rédaction : DGD - Direction Programmes de Sensibilisation
Rue des Petits Carmes 15 | B-1000 Bruxelles
Tél : 0032 (0)2 501.48.81 - Fax: 0032 (0)2 501.45.44
E-mail : info.dgd@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be | www.dg-d.be

Secrétariat de rédaction : Elise Pirsoul,
Jean-Michel Corhay, Chris Simoens

Création et production : www.propaganda.be

Les articles publiés ne représentent pas nécessairement le point
de vue officiel de la DGD ou du gouvernement belge.

La reproduction des articles est autorisée pour autant
que la source soit mentionnée et qu'une copie de
la publication soit envoyée à la rédaction.

Dimension 3 paraît 5 fois par an tous les 2 mois sauf en été.

Abonnement : Gratuit en Belgique et à l'étranger
Imprimé sur papier blanchi sans chlore.

*"Vous, les peuples du monde, êtes les seuls
qui puissiez faire en sorte que la Déclaration
du Millénaire ne soit pas un vain mot. Il vous
incombe de faire honorer les engagements
pris et, ainsi, de rendre le nouveau siècle
meilleur que l'ancien."*

Kofi Annan

Et aussi...

10 ans, un heureux anniversaire ?	05
L'Objectif le plus important	07
Success stories	08
Le décompte a commencé	11
Des remises de dettes converties en fond contre la pauvreté	12
La dimension oubliée	13
Fiche thématique: Où en sont les Objectifs du Millénaire en 2010 ?	15
8 goals pour l'Afrique	19
Les Objectifs en question	20
Money money money. Vers un fond de solidarité mondial	24
Lisbonne règle l'agenda européen du développement	25
Tsunami-Haïti: les bonnes leçons de l'aide humanitaire	26
Distinction pour la Coopération belge au développement	28
Se réadapter sans cesse	29
Petite Dimension	30
A suivre...	32

Abonnement gratuit

sur www.dg-d.be ou par mail à info.dgd@diplobel.fed.be



"Ambitieux", la satisfaction des besoins essentiels ?

"Ambitieux", répondent nombre de personnes interrogées sur les *Objectifs du Millénaire*. Ceux-ci font pourtant l'objet d'un consensus institutionnel mondial, basé sur des principes simples répondant aux besoins humains fondamentaux qu'il est normal de pouvoir satisfaire : se nourrir, boire, se soigner, apprendre à lire et écrire. "Ambitieux", diminuer seulement de moitié la faim dans le monde, alors que l'on dispose des moyens qui *pourraient* nourrir toute la planète ? "Ambitieux", réduire de deux tiers (deux tiers !) le nombre d'enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans, alors que l'on dispose des moyens qui *pourraient* les soigner ? C'est le conditionnel – la volonté d'action – qui empêche le "possible" de se transformer en réalité. Pourtant, qui parmi nous pourrait imaginer se réveiller chaque jour avec la faim au ventre, ou voir ses enfants mourir d'une maladie bénigne ? Ne sommes-nous pas égaux devant nos besoins ?

Certes, un cadre détaillé de lutte contre la pauvreté tel que les *Objectifs du Millénaire* possède en son essence-même des faiblesses. On peut s'interroger sur la pertinence locale de définitions "universelles", ou de cibles et d'indicateurs auxquels doivent répondre des chiffres globaux. Le premier Objectif – la réduction de moitié la pauvreté et la faim dans le monde – sera atteint, mais en grande partie grâce au développement soutenu des pays émergents très peuplés comme l'Inde, la Chine et le Brésil. Le continent africain n'en profite toujours pas... Au sein d'une même société, les chiffres ne tiennent pas compte non plus de ce que certains s'enrichissent, quand le fossé continue de s'élargir d'avec les pauvres. L'égalité est bien la "dimension oubliée" (voir p.13). La course au résultat chiffré donne parfois lieu à des actions ponctuelles peu durables, comme un enseignement primaire pour tous sans moyens avec des classes surpeuplées et des professeurs mal formés. Ce n'est pas un hasard non plus si la mortalité maternelle et infantile reste toujours un point noir (voir p. 20) : le *genre* est un problème de fond que l'on peut difficilement attaquer ponctuellement. Pour un état des lieux comparatif par Objectif, consulter la fiche thématique au centre du numéro.

Mais le plus important, le moteur des *Objectifs du Millénaire* repose sur la volonté politique... défaillante à la base, quand on sait que ce n'est que des années après la *Déclaration du Millénaire* qu'on a commencé à mettre en place de véritables programmes. Depuis, le développement humain n'est toujours pas une priorité, du côté des pays en développement comme de ceux qui peuvent les aider – la répartition géographique et sectorielle de l'aide le démontre – et des institutions internationales qui régulent le marché. En définitive, le plus "ambitieux", c'est de convaincre tout le monde, d'inciter à plus de solidarité (Objectif 8, voir p.7). C'est pour cette raison que les actions de sensibilisation – par exemple, la *Wachtnacht* du 11 septembre (voir p. 11) –, se multiplient à la veille du Sommet des Nations Unies pour les dix ans de la *Déclaration du Millénaire*. Ce Sommet (voir p.5) est une occasion unique de donner un grand coup de projecteur sur les *Objectifs du Millénaire*, pour que les citoyens du monde entier se sentent concernés et interpellent leurs gouvernements. La Belgique qui bénéficie de l'aura de la Présidence belge de l'UE entend bien porter les *Objectifs du Millénaire* à la tribune internationale.

La rédaction



© CTB-BTC / Dieter Telemans



Mamadou prit à nouveau la fuite, fut arrêté et expulsé vers le Maroc. Là, il parvint à trouver un moyen de passer aux Canaries et, cette fois, la traversée prit sept jours, par mer bien formée. Trois des passagers y laissèrent la vie. Mamadou fut placé dans un camp pour jeunes réfugiés sans famille.

Lors des interrogatoires, Mamadou fit le récit de ses aventures et demanda à aller à l'école, en attendant qu'on statue sur son sort. Chaque fois, on lui répondit que vouloir aller à l'école n'était pas un motif suffisant pour justifier un permis de séjour. Que se passerait-il, si on laissait entrer tous ceux qui voulaient être scolarisés en Europe !

Pourtant, pensait-il, tous ne venaient pas là pour s'instruire. Les autres ne rêvaient pas d'apprendre quoi

que ce soit, uniquement de trouver un travail afin de pouvoir fonder une famille, et vivre comme le commun des mortels. Alors, pourquoi l'Europe ne pouvait-elle faire une exception pour lui ? (...)

Avoir survécu à un massacre ethnique n'était pas non plus une raison légitime d'obtenir l'asile pour motif humanitaire. N'avait-il pas survécu, justement ? En outre, ces événements étaient maintenant du passé. (...) Il y avait bien des écoles au Rwanda, aussi, n'est-ce pas ?

Mamadou répondit que la sienne n'existait plus. Et que tous ses élèves étaient morts. Il était le seul encore en vie.



Bjorn Larsson – "Ecole fermée pour génocide"

Ces extraits en page 4 et 23 sont issus du livre "Huit nouvelles" réalisé avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et européennes et de l'Agence Française de Développement. L'ouvrage regroupe les récits de huit écrivains issus de différents lieux du globe qui éclairent chacun des huit OMD.

"Huit nouvelles", de Zoé Valdès, Björn Larsson, Taslima Nasreen, Moussa Konaté, Vénus Khoury-Chata, Philippe Besson, Simonetta Greggio, Alain Mabanckou, sous la direction de Delphine Mozin, Ed. Calman-Lévy, 2008.

10 ANS, UN HEUREUX ANNIVERSAIRE ?

Les perspectives du Sommet de l'ONU sur les *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, New York, 20-22 septembre 2010



Tous ceux que le développement intéresse auront les yeux rivés sur New York du 20 au 22 septembre. Cela fera en effet dix ans que la communauté internationale aura approuvé la *Déclaration du Millénaire*. Une réunion au sommet des Nations unies doit se pencher sur l'état d'avancement de la réalisation des *Objectifs du Millénaire pour le Développement* (OMD) et décider des mesures à prendre pour en accélérer le processus.

Événement d'envergure

Tout indique qu'il s'agira d'une réunion au sommet à laquelle la plupart des pays seront représentés par leur chef d'Etat ou de gouvernement. Chacun d'eux présentera un bref message en séance plénière de l'Assemblée générale. Des débats plus techniques auront lieu autour de tables rondes. Dans le même temps, des institutions (non) officielles organiseront, en groupe et individuellement, une série d'événements parallèles (*side events*) autour des thèmes les plus divers relatifs à la problématique du développement. Un événement de grande ampleur, et des milliers de participants.

A la recherche d'un consensus

Le résultat sera-t-il à la hauteur ? Le Sommet devrait officiellement déboucher sur la rédaction d'un *document final* qui, en principe, sera approuvé par consensus par tous les Etats membres de l'ONU. Ce texte fait l'objet de négociations à New York depuis quelques mois déjà et n'aboutiront probablement que en septembre, peut-être même la veille du Sommet en question. Celles-ci sont complexes en raison des fortes divergences qui existent entre les différentes visions de ces OMD et sur la manière optimale de les réaliser. Sur

Le temps presse pour les *Objectifs du Millénaire*. Heureusement, le Sommet de New York devra renouveler l'engagement de la communauté internationale.



© CTB-BTC / Dieter Telemans

des points comme les droits de l'homme, l'égalité entre l'homme et la femme, l'aide au développement supplémentaire, la liberté d'action des pays en développement et le contrôle de l'économie mondiale, les points de vue du Nord et du sud sont très éloignés. Il est particulièrement difficile de trouver un équilibre qui contenterait tout le monde. Le texte final sera donc vraisemblablement très long, peut-être des dizaines de pages dans la mesure où il devra rassembler des positions et des idées formulées avec circonspection qui touchent à l'ensemble de la problématique de développement et dépassent de loin le domaine des OMD proprement dits.

Ce n'est pas vraiment ce qu'espéraient la Belgique et nombre d'autres pays européens. La Belgique a toujours prôné la nécessité de parvenir à un texte court, chargé d'un engagement politique fort en faveur de la lutte contre la pauvreté et du développement humain. Cet engagement doit se traduire au niveau de la politique menée par chaque pays, ainsi que par le soutien (indispensable) de la communauté internationale. Il y a malheureusement fort à craindre que la portée politique de ce document final sera en deça de celle de la *Déclaration du Millénaire* de 2000.

Comme des ondes qui se propagent

Le Sommet doit-il d'ores et déjà être qualifié de semi-échec ? Non, pas du tout ! Avant tout, on peut difficilement sous-estimer le fait que 192 États membres viennent exprimer – au plus haut niveau – leur soutien explicite à des objectifs de base comme la lutte contre la pauvreté et le développement humain. Il suffit en effet de se projeter quelques décennies en arrière pour réaliser que ce consensus croissant autour du développement constitue un acquis assez récent. Ce qui veut dire qu'un engagement politique existe, du moins en mots, même s'il n'est pas formulé avec suffisamment de puissance dans la Déclaration finale.

Il serait d'autre part erroné de vouloir évaluer l'impact d'un tel sommet à l'aune de ce

seul événement et de *son document final*. Pareil sommet est comme un caillou que l'on jette dans l'eau : les ondes qu'il crée sont bien plus étendues et bien plus durables que l'impact. L'avant et l'après-sommet sont en quelque sorte plus importants que le sommet lui-même.

Les OMD sont aujourd'hui considérés de manière générale comme le but ultime des efforts de développement. Le processus de préparation a renforcé ce consensus. Dans la perspective du Sommet, et dans tous les pays, des rapports et des documents de politique ont été rédigés, des débats ont été organisés qui ont renforcé le statut de ces objectifs de base. On sait davantage "ce qui marche et ce qui ne marche pas". On sait mieux pourquoi certaines choses progressent, mais aussi pourquoi les progrès sont si lents. On dénombre tant de nouvelles initiatives, tant d'échanges de connaissances et d'expériences entre les pays. Cette dynamique a également eu un effet mobilisateur sur le plan politique. Nous pouvons être sûrs que ce processus se poursuivra encore longtemps après le Sommet.

Bref, grâce à ce sommet, les efforts en vue d'atteindre les OMD pourront bénéficier d'un soutien politique plus étendu, et gagner à la fois en puissance et en efficacité.

Le combat n'est pas encore gagné

Cela signifie-t-il que nous vogueons tout droit vers la réalisation des OMD pour 2015 ? Certainement pas, et du reste, avec la réalisation des OMD, le combat sera loin d'être gagné. Le suivi du Sommet OMD devrait à notre sens prendre en compte trois éléments essentiels pour les années à venir.

Il y a lieu tout d'abord d'aborder le **problème de l'inégalité**. Il y a de fortes présomptions que les avancées vers les OMD se sont accompagnées d'une hausse des inégalités. Concrètement, cela signifie que les chances d'accès à l'enseignement, aux soins de santé et à un travail décent – pour ne citer qu'eux – sont aujourd'hui réparties de manière plus

inégale qu'il y a dix ans. Et ce sont souvent les mêmes groupes qui sont le plus touchés : les femmes, les minorités ethniques et la population rurale. La lutte contre l'inégalité n'est pas qu'une question élémentaire de justice. C'est aussi une affaire de bonne politique économique. On constate, chiffres à l'appui, qu'un taux d'inégalité faible favorise la croissance socio-économique.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que la *Déclaration du Millénaire* de 2000 place la question de la dignité humaine, de l'égalité et de la justice sous la **responsabilité collective** de tous les pays et de toutes les communautés. Nous ne saurions insister suffisamment sur ce principe. D'un côté, il conviendra de continuer à encourager la responsabilité des pays en développement eux-mêmes. Le développement humain et la lutte contre la pauvreté exigent prioritairement une véritable politique de la part de chaque pays. De l'autre, la politique de développement des pays donateurs doit également s'adapter. Bien plus que par le passé, l'aide au développement devra tableur sur l'auto-prise en charge au profit de la dignité humaine, de l'égalité et de la justice. Actuellement, l'aide publique au développement est loin de donner satisfaction à cet égard, tant en ce qui concerne les répartitions géographiques et sectorielles, qu'en ce qui concerne le choix et l'utilisation efficace des instruments de l'aide.

Vient enfin cette question : **quid après 2015** ? La grande majorité des États membres de l'ONU ont estimé qu'il valait mieux ne pas encombrer le Sommet de septembre d'un débat sur un nouveau cadre "OMD". La Belgique a défendu ce choix. À juste titre, car le Sommet se doit en effet d'être un exercice de mobilisation générale pour les cinq années qui restent avant l'échéance de 2015. Après septembre, la communauté internationale devra toutefois s'interroger sur la pertinence de conserver pareil cadre et, dans l'affirmative, en préciser les contours. À la différence de 2000, les donateurs devraient surtout laisser la parole aux pays en développement. Il ne faudrait pas que le nouveau cadre soit une ixième création des pays du Nord. Son contenu devra être à la fois simple et complet, de manière à mobiliser les politiciens, la société civile et les médias en faveur du développement humain.

Marcus Leroy

L'OBJECTIF LE PLUS IMPORTANT

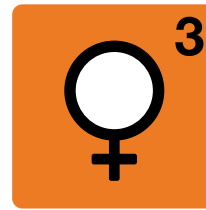
Eradiquer la pauvreté et la faim, améliorer la santé, protéger l'environnement, tels sont les Objectifs poursuivis par la *Déclaration du Millénaire*. Mais pour apporter de véritables changements durables, un cadre international favorable est nécessaire, intégrant les questions du commerce, du transfert des technologies, de l'aide au développement, etc. Ceci demande un engagement, un effort de la part des pays "riches" qui se traduit dans l'objectif 8. Parce que l'objectif le plus important est aussi le moins connu, nous le présentons ici avec ses cibles détaillées...



1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015



2 Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015



3 Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes d'ici à 2015



4 Réduire la mortalité infantile d'ici à 2015



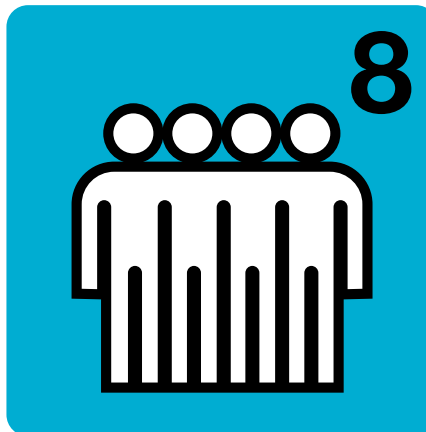
5 Améliorer la santé maternelle d'ici à 2015



6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies d'ici à 2015



7 Assurer un environnement durable



8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

8A – Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisibles et non discriminatoire. Cela suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international

8B – S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés. La réalisation de cet objectif suppose l'admission en franchise et hors contingents de leurs exportations, l'application du programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, l'annulation des dettes bilatérales envers les créanciers officiels, et l'octroi d'une aide publique au développement

plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté.

8C – Répondre aux besoins particuliers des États enclavés et des petits États insulaires en développement.

8D – Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures nationales et internationales propres à rendre leur endettement viable à long terme.

8E – En coopération avec les pays en dévelop-

pement, créer des emplois décents et productifs pour les jeunes.

8F – En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

8J – En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous.

online 

www.undp.org/mdg/

SUCCESS STORIES

La Belgique s'emploie à la réalisation des *Objectifs du Millénaire*, à travers sa coopération gouvernementale, non gouvernementale et les organisations internationales. Quelques "success stories".



Réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015

9.000 familles de paysans pauvres au Rwanda ont plus de nourriture et de revenus grâce à l'amélioration de l'ensemble de la chaîne de production.

- Priorité à l'ensemble de la chaîne de production : culture (meilleures variétés, engrais, microcrédit...), conservation, transformation, vente.
- Diversification : manioc, maïs, sorgho, légumes (tomates, paprikas, aubergines...), fruits (ananas, prunes...), vaches.
- Des coopératives dynamiques apportent un soutien technique, commercial et juridique aux paysans.

Contribution belge : 4 millions d'euros (2006-2014) via le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire
Organisation d'exécution : Caritas International.



Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015

'L'Éducation pour tous' veut scolariser des millions d'enfants.

'L'Éducation pour tous' soutient les pays à faible revenu avec des plans stratégiques efficaces pour le développement de leur enseignement fondamental. L'objectif est de fournir un enseignement fondamental de qualité à des millions d'enfants. Dans les pays africains participants, le taux de scolarisation a augmenté de 22,8 millions, dont 60% de filles, entre 2000 et 2008.

Contribution belge : 1 million d'euros par an.
Partenaire le plus important : Banque Mondiale.



© FORPROFEM / CTB-BTC



Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes d'ici à 2015

Au Sénégal, des centaines de jeunes filles et de femmes bénéficient d'une solide formation professionnelle leur permettant d'exercer un métier.

Les filles qui n'ont pas terminé leur école moyenne et les jeunes femmes qui souhaitent suivre un recyclage, reçoivent une solide formation professionnelle de 1 à 3 ans. Après leur formation, les filles peuvent postuler dans les entreprises où elles ont effectué leur stage, ou s'établir comme indépendante. Elles peuvent également se regrouper afin de faciliter leur recherche d'emploi.

Contribution belge : 2 millions d'euros (2008-2010).

Organisation d'exécution : Agence belge de développement CTB.



Réduire la mortalité infantile d'ici à 2015

La mortalité infantile en Ouganda diminue de 8,8 % (2005) à 7,6 % (2009)

La Belgique soutient le ministère ougandais des soins de santé. Une attention particulière est portée aux soins préventifs pour jeunes enfants et femmes enceintes. Des progrès ont notamment été enregistrés en matière de vaccination, de planification familiale, de naissances dans les centres de santé, et dans le traitement et la prévention du paludisme. La Belgique soutient également les formations pour le personnel de santé et octroie des bourses d'études.

Contribution belge : 34,5 millions d'euros (2005-2012).

Organisation d'exécution : Agence belge de développement CTB.



Améliorer la santé maternelle d'ici à 2015

L'assurance soins de santé intégrale réduit de près de 50% le taux de mortalité maternelle dans 3 régions du Pérou.

La Belgique soutient les autorités péruviennes – sur les plans financier et technique – pour organiser des services de santé primaires, avec une attention particulière pour les mères et les enfants. Environ 1,3 million de pauvres sont déjà couverts par une assurance soins de santé intégrale. Le nombre d'accouchements qui ont lieu dans des centres de santé est en hausse (p.ex. pour la région d'Apurímac : 86% aujourd'hui, par rapport à 54% auparavant).

Contribution belge : 29 millions d'euros (2005-2014).

Organisation d'exécution : Agence belge de développement CTB.



© CTB-BTC / Kampala



© CTB-BTC / Julio Pedroza

>



© Action Damien/Damianectite



© CTB-BTC Vietnam



© DGD / Th. Hlegens



6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies d'ici à 2015

Près de 85% des patients tuberculeux et des lépreux détectés guérissent dans 4 provinces de la RD Congo.

Grâce à l'appui accordé aux équipes du Ministère de la Santé dans 4 provinces (22 millions d'habitants), les malades sont détectés et soignés à temps. Dans le cas de la lèpre, une attention particulière est accordée à la prévention de handicaps et à l'auto-traitement. Les points à prendre en considération pour la tuberculose sont la co-infection par le VIH/sida et la résistance à plusieurs médicaments.

Contribution belge : 9.9 millions d'euros (2003-2010).

Organisation d'exécution : Action Damien.



7 Assurer un environnement durable

70.000 personnes au Vietnam bénéficient d'un environnement propre et d'eau potable bon marché.

- Construction de 38 km. de routes avec réseaux d'égouts dans les quartiers pauvres.
- Canalisation d'un égout à ciel ouvert et création d'une coulée verte.
- Réalisation d'une canalisation d'eau qui offre de l'eau potable 20 fois moins chère que l'eau potable proposée via les vendeurs.
- Crédit pour 1.800 familles pauvres pour leur raccordement à la canalisation d'eau et installation d'une toilette et d'une douche.
- Assainissement de deux décharges illégales et réalisation d'une décharge respectueuse de l'environnement.

Contribution belge : 2,8 millions d'euros (2006-2010).

Organisation d'exécution : Agence belge de développement CTB.



8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Sur divers fronts, la Belgique contribue à la création d'un environnement international favorable au développement.

Quelques exemples :

- Efforts en faveur de l'allègement de la dette des pays les moins avancés.
- Une charte de qualité pour les médicaments.
- Amélioration de l'accès aux technologies via la coopération universitaire (internet,...).
- Examiner la faisabilité d'une taxation sur les transactions financières internationales (voir p.26).
- Lutte contre la corruption.

Chris Simoens

Ces 8 "success stories" sont aussi disponibles sous forme d'exposition de 8 roller ups. Institutions, écoles et communes peuvent l'emprunter sans frais (transport et installation). Réservez chez ingrid.goolis@diplobel.fed.be ou www.dg-d.be > sensibilisation. Vous y découvrirez également nos autres expositions gratuites.



LE DÉCOMPTÉ A COMMENCÉ



Youssou N'Dour.



Soumaya Zaougui.

En 2000, les États membres de l'ONU se sont conjointement engagés à mettre en oeuvre les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* (OMD). Dix ans plus tard, il apparaît que la tâche est plus compliquée que prévue. C'est pourquoi 11.11.11 organise la *Wachtnacht* (la Nuit de l'attente) : accroître l'intérêt de tous à l'échelle planétaire pour accélérer la réalisation des OMD. L'événement s'inscrit en marge du grand Sommet de l'ONU sur les OMD à New York.

Comment est née cette idée d'une Wachtnacht ?

En 2005, 11.11.11 a lancé la coalition '2015 *De Tijd Loopt*', en collaboration avec 26 partenaires. Notre but était de dresser un bilan de l'état d'avancement des OMD et de faire à nouveau pression pour la réussite de ces Objectifs. La *Wachtnacht* poursuit trois objectifs : développer une volonté politique à s'engager dans les OMD, faire découvrir les OMD à la population et obtenir l'aide du public pour propager notre message.

La Wachtnacht se déroule à Gand. Visez-vous uniquement un public gantois ?

Non. Des autobus ont été affrétés au départ de différentes provinces, et ceux du Limbourg sont déjà pleins. Nous espérons pas moins de 10.000 spectateurs. Un public très large, jeune et moins jeune, surtout des personnes que n'atteignent pas nos autres actions. Principalement les jeunes en fait. De

plus, nous n'avons pas voulu mettre la barre de la campagne trop haut. Les personnes qui ne pourront pas se rendre à Gand peuvent, via le site web, enregistrer une vidéo où ils prennent une posture d'attente.

Que se passera-t-il durant la Wachtnacht ?

Rien moins que Youssou N'Dour, ainsi que de nombreux artistes belges, enchanteront cette nuit ! Pendant la journée, un petit film sera enregistré avec les participants autour du concept de l'attente. L'idée est de diffuser le message vidéo durant le Sommet de l'ONU à New York. Nous voulons ainsi lancer un signal aux décideurs politiques, car il devient urgent de concrétiser ces OMD. Certains pays progressent, d'autres pas. L'Asie a réalisé des avancées remarquables, tandis que l'Afrique éprouve davantage de difficultés. Il est urgent que le monde entier passe à la vitesse supérieure si nous voulons vraiment atteindre les Objectifs d'ici 2015.

Que peut faire la Belgique ?

La Belgique pourrait harmoniser sa politique de développement en améliorant la cohérence entre les politiques des différents ministres. Sur le plan international, elle pourrait poursuivre son rôle de précurseur concernant la taxe Tobin, un impôt sur les transactions financières, même si notre pays est malheureusement le seul à avoir introduit cette taxe à ce jour.

Le 11 septembre, 11.11.11 organise la *Wachtnacht* sur la Place Saint-Pierre à Gand. La mise en scène spectaculaire est destinée à attirer l'attention sur la réalisation des *Objectifs du Millénaire*. Les débats seront également très animés, tout comme les prestations musicales et les autres activités. *Dimension 3* a rencontré la responsable de la campagne néerlandophone à 11.11.11, Soumaya Zaougui.

Événement autour des Objectifs du Millénaire

La Belgique n'est pas le seul pays à organiser un tel événement autour des *Objectifs du Millénaire*. En Grande-Bretagne, Oxfam organise 'The Big Promise', comparable à la *Wachtnacht* ; l'idée est de déposer en ligne une promesse, un engagement se rapportant aux OMD. Pareilles initiatives existent également en Irlande, en Allemagne et au Danemark.

Qu'espère 11.11.11 du Sommet de l'ONU ?

La réaffirmation de la volonté d'atteindre les OMD et la définition des lignes de conduite sur la manière dont nous pouvons les réaliser dans les cinq années à venir. Il est à espérer que la crise financière ne servira pas de prétexte pour abandonner leur réalisation. Nous avons reçu une réaction officielle de la part du ministre Michel qui s'engage à faire tout son possible pour assurer la réussite du Sommet; il souhaite lui aussi un engagement politique et des étapes concrètes, tout comme nous. Et, enfin, nous espérons pouvoir faire partie de la délégation officielle durant le Sommet.

Diana Grasso
Thomas Hiergens

online 
www.wachtmee.be
www.detijdloopt.be

Des remises de dettes converties en fond contre la pauvreté

Amina Az-Zubair est l'assistante spéciale du Président du Nigeria pour la mise en œuvre des *Objectifs du Millénaire*. Une mission qu'elle compte atteindre en ne ménageant aucun effort.



Amina Az-Zubair, l'assistante spéciale du Président du Nigeria.

Les OMD constituent-ils un outil pertinent pour combattre la pauvreté au Nigeria ?

C'est un point d'entrée pour le développement du pays. Les Objectifs du Millénaire sont la base du développement et rejoignent les missions de l'Etat envers sa population : la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, l'alimentation, etc. Ainsi, les OMD renforcent les objectifs du pays et servent de leviers pour leur mise en œuvre.

Quelles sont les objectifs prioritaires au Nigeria ?

Cela dépend des régions. Au Nord, par exemple, la santé maternelle est une priorité, tandis qu'au Sud, ce serait plutôt la lutte contre le HIV/sida et la malaria. Mais sur tout le territoire - comme cela devrait l'être partout en Afrique -, l'égalité hommes-femmes devrait être intégrée à tous les objectifs.



Existe-t-il des stratégies nationales pour atteindre les OMD ?

La poursuite de la réalisation des OMD a réellement décollé en 2005. Cette année-là, le Nigeria a bénéficié d'une remise de dette d'environ un milliard de dollars - ce qui ne signifie pas que l'on touche de l'argent mais

Millennium Villages

Les "*Millennium Villages*" sont des villages pilotes situés à des '*hunger hotspots*' de l'Afrique sub-saharienne et qui tentent de concrétiser les *Objectifs du Millénaire*. Ils bénéficient à cette fin entre autres du soutien du *Programme des NU pour le Développement* (PNUD). Les solutions proposées dans ces villages sont de préférence simples : des semences à haut rendement, des engrais, des médicaments, des puits et des matériaux de construction pour des écoles et des hôpitaux. La technologie utilisée est elle aussi simple : l'agroforesterie, des moustiquaires imprégnées d'insecticides, internet, des médicaments antirétroviraux et la photographie satellite.

La population fixe elle-même ses besoins et reste étroitement impliquée dans les projets tout au long de leur exécution. D'autre part, le PNUD sélectionne plus spécifiquement les pays de bonne gouvernance où règne la paix et qui se sont engagés dans la réalisation des OMD. Les autorités, les villageois et les organisations partenaires apportent eux-mêmes une contribution annuelle de 60 dollars par villageois.

Les initiateurs du projet versent un montant annuel de 50 dollars

par personne durant cinq ans. Une attention toute particulière est accordée au volet formations, qui permettent d'ancrer les connaissances mises à la disposition des villages.

C'est ainsi qu'ont déjà vu le jour quelque 80 "*Millennium Villages*", dont profite une population totale de 500.000 habitants. Un échantillonnage montre que cette méthode porte ses fruits. La production agricole est doublée, la malnutrition et le paludisme reculent, et l'accès à l'eau potable a grimpé de 20 % à 72 %. Les "*Millennium Villages*" sont la preuve que la réalisation des OMD ne nécessite pas toujours de gros investissements financiers. Des villages très pauvres qui pratiquent une économie de subsistance se transforment en producteurs. L'objectif est d'étendre la formule à un nombre croissant de villages.

C. S.

online



www.millenniumvillages.org

La dimension oubliée

qu'on réalise une économie. Cette économie a été placée dans un "Virtual poverty fund" destiné à la réalisation des *Objectifs du Millénaire*. Une façon de les utiliser de manière responsable était d'allouer des espèces de bourses conditionnelles aux Etats fédérés. Mais soyons clair, pratiquement toutes les dépenses courantes de l'Etat concernent d'une façon ou d'une autre les OMD. Par exemple, payer les instituteurs, des systèmes hydrauliques, etc.

Quel est l'engagement du gouvernement nigérian envers ces OMD, puisqu'il n'y a pas de sanctions en cas de mauvaise gestion ? Quelle est la part de la société civile ?

Les sept grands points à l'agenda du gouvernement nigérian sont les MDG, ils sont devenus constitutionnels. Et si l'Etat ne parvient pas à mener à bien ses missions, c'est au peuple qu'il devra rendre compte et par lui qu'il sera sanctionné. Quand à la société civile internationale, dont l'im-

Les sept grands points à l'agenda du gouvernement nigérian sont les OMD.

portance est grandissante puisque nous sommes passés d'un régime militaire à démocratique, elle est impliquée dans le monitoring et la consultation.

Les "Millennium Villages" sont des villages pilotes dans lesquels on cherche à atteindre les OMD à petite échelle. Comment fonctionnent-ils au Nigéria ?

Il y a deux "Millennium Villages" dans mon pays qui fonctionnent bien, mais ils sont surtout basés sur la gouvernance locale. Mais nous sommes un système fédéral et cela pourrait fonctionner à l'échelle nationale, à condition de rendre tous les gouvernements locaux responsables afin qu'ils paient tous les salaires, etc.

Propos recueillis par **Elise Pirsoul**

La croissance économique, l'aide au développement et la bonne gouvernance suffisent-elles à la réalisation des Objectifs du Millénaire ? L'économiste du développement Jan Vandemoortele ne le pense pas. Dimension 3 l'a rencontré.



Economiste du développement, Jan Vandemoortele a travaillé à l'UNICEF et à l'OIT. Il a participé, dans le cadre du PNUD, à la définition des *Objectifs du Millénaire*. Il travaille actuellement comme chercheur indépendant.

Qu'ont apporté 10 années d'Objectifs du Millénaire ?

On ne peut en mesurer l'impact précis. Force est toutefois de constater que les *Objectifs du Millénaire* ont suscité des courants d'enthousiasme et d'énergie. De nombreuses initiatives ont été prises, des centaines de rapports rédigés sur l'état d'avancement dans la perspective du sommet de septembre.

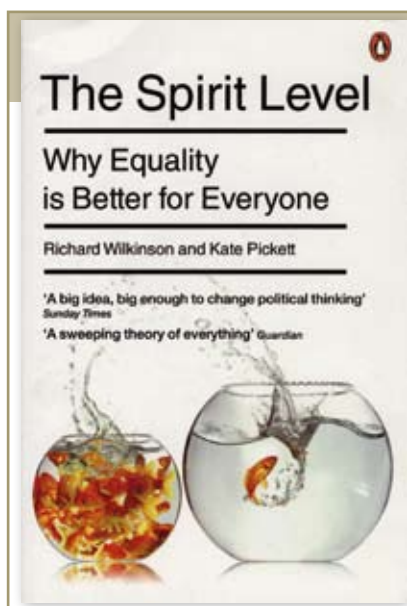
Selon vous, l'inégalité est le principal obstacle à la réalisation des Objectifs du Millénaire. Quelle est la cause principale de l'inégalité dans une société ?

Le jeu du Monopoly illustre parfaitement ce qui se produit dans un contexte de liberté totale. Un seul gagnant s'est approprié tous les biens, il ne doit pas être spécialement le meilleur joueur, mais bien le plus chanceux.

Sans égalité il sera impossible d'atteindre les Objectifs.

Le discours de ces vingt ou trente dernières années a prôné la primauté du 'marché en tant que meilleur régulateur'. Nul choix délibéré en faveur de l'égalité. Tant au Nord qu'au Sud, des inégalités grandissantes se développent entre les riches et les pauvres. Un phénomène qui est aujourd'hui très marqué en Chine et au Vietnam.

Je renvoie votre public à un livre paru récemment 'The Spirit Level' (voir encadré). Il rassemble des données concernant 23 pays riches : espérance de vie, mortalité infantile, obésité, maternité précoce, nombre d'assassinats, de prisons, etc. Les auteurs veulent démontrer que la santé publique et le bien-être ne dépendent pas tant du niveau des revenus que du taux d'inégalité qui existe dans ces pays. Plus grande est l'inégalité sociale, plus l'existence sera difficile. La Scandinavie et le Japon sont de bons élèves, les inégalités y sont quasi inexistantes. La Belgique s'en sort relativement bien, pour le moment en tout cas. Par contre, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Portugal, les inégalités sont très marquées. >



Partager ne peut nous faire que du bien

"*The Spirit Level*" (Wilkinson et Pickett, Penguin éd., 2009) illustre à l'aide de faits percutants qu'il fait meilleur vivre – que l'on soit riche ou pauvre – dans une société plus égalitaire. Plus le fossé entre les riches et les pauvres sera élevé au sein d'une même société, plus le bien-être général y sera compromis. Il ne sert donc à rien aux riches des pays riches d'accroître leur richesse dans la mesure où leur qualité de vie ne pourra pas en être améliorée. Dans un pays inégalitaire comme la Grande-Bretagne, les classes supérieures affichent un taux de mortalité infantile et un taux de maladie mentale plus élevés, et leurs enfants sont moins bien scolarisés que dans un pays relativement égalitaire comme la Suède.

Pourquoi ? Dans des sociétés inégalitaires, il y a plus d'anxiété, de stress et d'insécurité. La compétition qui y règne pour avoir toujours plus par peur de ne pas être considéré comme accompli est plus intense. Les sociétés plus égalitaires bénéficient par contre d'un climat de confiance plus développé, et d'une vie associative plus riche. Le statut de la femme y est aussi sensiblement meilleur.

Faut-il en arriver à des sociétés entièrement égalitaires ?

Contenir les inégalités ne signifie pas de facto imposer une égalité totale. Ce besoin de plus d'égalité ne s'apparente pas non plus au communisme. L'inégalité est néfaste en ce qu'elle suscite chez les hommes certains types de comportements. Plus le fossé entre riches et pauvres est profond, moins ils ont de contacts entre eux, plus ils dégagent de stéréotypes et, partant, de sentiments de méfiance réciproques. Les "autres" finissent par perdre toute crédibilité et la polarisation s'installe.

Comment rendre une société plus égalitaire ?

En donnant aux gens des chances égales ! Il faut faire en sorte que chacun puisse, dès le départ, se trouver sur un même pied d'égalité, et donc promouvoir l'égalité des chances dès le plus jeune âge par l'égalité d'accès entre autres à la santé publique, à l'enseignement. Aucune politique ne peut être généralisée, chaque pays a ses propres caractéristiques. Je donne trois exemples de pays qui ont réussi à combler pour une bonne part le fossé, chacun à sa manière.

1. Si le Brésil est un pays de grandes inégalités, les dix dernières années ont amené une certaine amélioration. Les *Objectifs du Millénaire* y ont enregistré de grands progrès, principalement dans les classes les moins favorisées de la population. Ces avancées se sont faites à l'initiative des pouvoirs publics, qui ont donné de l'argent aux familles pauvres moyennant certai-

nes conditions. Elles devaient par exemple veiller à ce que leurs enfants aillent à l'école et se fassent vacciner, ou se réunir régulièrement (entre autres pour des cours sur l'allaitement maternel), etc.

2. Le Bangladesh a lui aussi bien progressé. Ici pourtant, pas de programmes gouvernementaux, ni de miracle économique à l'instar de l'Inde. La formule bangladaise repose sur les microcrédits alloués par la banque *Grameen* et les groupements de femmes. Celles-ci ont acquis leur autonomie (*'empowerment'*) et ont accru leur influence au sein des familles et des communautés.

3. Le Malawi, réputé pour être à la fois très pauvre et très fragile en matière de sécurité alimentaire, exporte aujourd'hui des tonnes de maïs vers l'Afrique du Sud. Les paysans pauvres ont reçu du gouvernement un kit d'agriculture pour débutant contenant entre autres des engrais. Les quantités étaient délibérément réduites, les paysans possédant peu de terre (un demi-hectare). Le gouvernement voulait également éviter le risque de revente des surplus. La hausse des revenus des ménages ainsi obtenue a eu à son tour des retentissements positifs dans les secteurs de l'enseignement et de la santé par exemple. Le Malawi progresse ainsi dans la réalisation des *Objectifs du Millénaire*.

Il s'agit là de trois exemples, pas de quoi construire un modèle. Il n'existe pas de modèle européen hors duquel il n'est point de salut.

Vous dites que la croissance économique, l'aide au développement et la bonne gouvernance ne suffisent pas pour atteindre les Objectifs du Millénaire. Sont-elles pour autant totalement inutiles ? Comment voyez-vous leur impact ?

La croissance, la bonne gouvernance et l'aide au développement restent des éléments clefs. Mais les lobbies qui sont derrière exagèrent et encensent chaque élément pris isolément. Des personnalités comme Daniel Kaufman glorifient la bonne gouvernance, d'autres dont Jeffrey Sachs ne jurent que par l'aide au développement, tandis que la Banque mondiale mise tout sur la croissance.

La réalisation des *Objectifs du Millénaire* peut toutefois faire l'impasse sur ces trois éléments. Prenons le Bangladesh et le Brésil. Aucun de ces pays n'a connu de croissance spectaculaire et ils ont reçu très peu d'aide au développement. L'aide n'est essentielle qu'aux petits pays africains. L'impact de l'aide est surévalué. L'inégalité est un indicateur de l'état d'une société, en termes de gestion, de corruption et de droits de l'homme.

Propos recueillis par **Chris Simoens**

OÙ EN SONT LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE EN 2010 ?



© Dieter Telemans

En 2000, les Nations Unies ont souscrit aux huit 'Objectifs du Millénaire pour le Développement', aussi appelés les *Objectifs du Millénaire* ou les OMD. Ils forment le projet ambitieux d'améliorer d'ici 2015 les conditions de vie dans les pays en développement. Nous esquissons ici un bref aperçu de leur avancée. Les cartes représentent, pour chaque *Objectif du Millénaire*, un indicateur de développement, comme la scolarisation des enfants ou la mortalité maternelle. Précision: les cartes ne sont pas "géographiques", elles sont adaptées en ce sens que la superficie des pays est fonction de la valeur relative de l'indicateur de développement.

1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Superficie d'un pays = nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (Total: 1,4 milliard de personnes)

L'extrême pauvreté se résorbe rapidement. Malgré la croissance de la population, le nombre de personnes dans les pays en développement vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 1,8 milliard de personnes en 1990 à 1,4 milliard d'individus en 2005 (au niveau de la population mondiale: de 42% à 25%). Les progrès de la Chine sont remarquables, dont le taux a chuté de 60% à 16%. L'Afrique subsaharienne reste par contre à la traîne. La crise alimentaire menace la réduction de la faim et de la malnutrition, qui sont pourtant des facteurs-clés. La malnutrition augmente *les risques de maladies* (OMD 6) et *le taux de mortalité infantile et maternelle* (OMD 4).



2 Assurer l'éducation primaire pour tous

Superficie d'un pays = nombre d'enfants (6-11 ans) ne fréquentant pas l'école primaire (Total: 75 millions d'enfants)

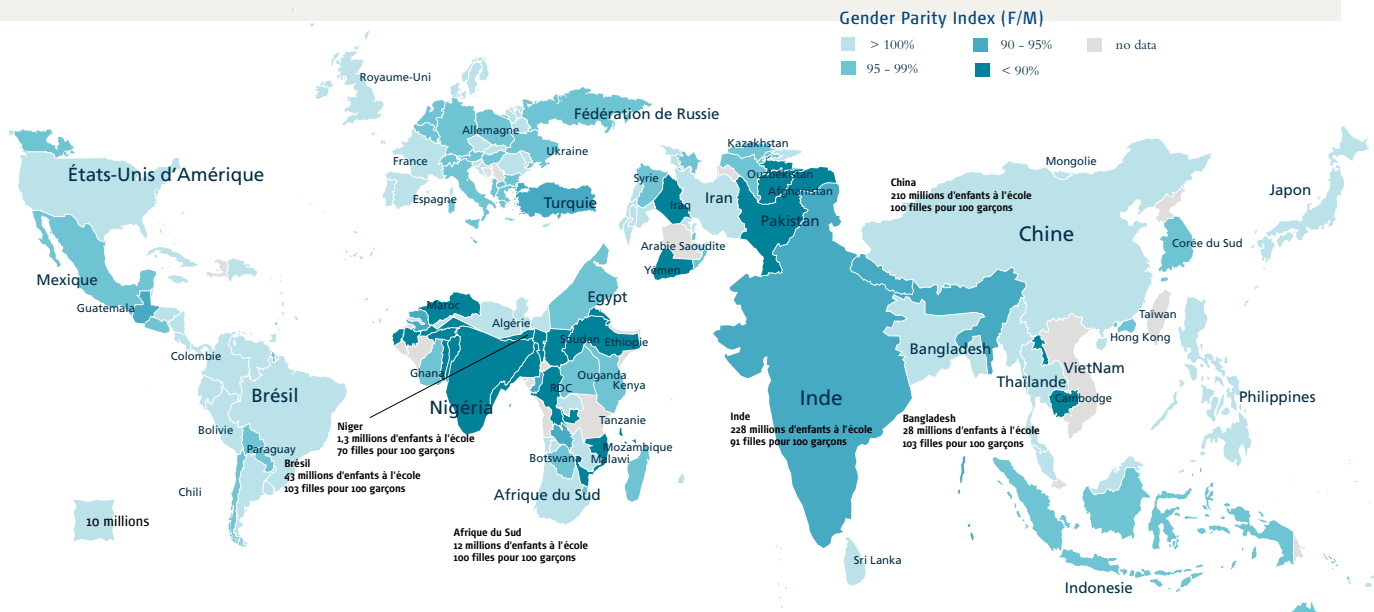


La garantie de l'éducation primaire pour tous est réalisable. L'Afrique subsaharienne compte néanmoins plus d'un enfant sur quatre qui ne fréquente pas l'école primaire, soit plus de la moitié du total mondial (75 millions d'enfants).

3  **Egalité des chances pour les femmes**

Superficie d'un pays = nombre d'enfants qui fréquentent l'école primaire et secondaire **Indice de parité des sexes. Plus la couleur du pays est foncée, moins l'égalité entre les garçons et les filles est accomplie dans ce pays (100% = égalité).**

Le fossé entre garçons et filles dans l'enseignement s'amenuise, surtout à l'école primaire. D'ici 2015, deux tiers des pays en développement auront effacé les inégalités garçons-filles dans l'enseignement primaire et secondaire. Même si elle progresse, l'Afrique sub-saharienne accuse encore de grands retards. L'inégalité dans l'enseignement supérieur et dans la vie professionnelle prévaut partout.



4  **Réduire la mortalité infantile**

Superficie d'un pays = nombre d'enfants qui décèdent avant d'atteindre l'âge de cinq ans (Total annuel: 1,6 million)

La mortalité infantile reste dramatique. En 2007, 74 enfants sur 1.000 meurent avant l'âge de cinq ans dans le monde entier. En Afrique sub-saharienne, ils étaient 144 sur 1.000 en 2008 ! Les conflits et le VIH/sida y aggravent la situation. L'Asie du Sud souffre également de ce problème.





Améliorer la santé maternelle

Superficie d'un pays = nombre de femmes qui décèdent à l'accouchement (Total annuel: 525.000)

Le taux de mortalité maternelle diminue faiblement et l'accès à l'accompagnement médical et obstétrique reste limité. Chaque semaine, 10.000 femmes décèdent dans les pays en développement des complications dues à la grossesse et à l'accouchement qui pourraient être traitées. Pour 100.000 naissances, 900 mères perdent la vie à l'accouchement en Afrique subsaharienne.



Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies mortelles

Superficie d'un pays = nombre de personnes (0-49 ans) contaminées par le VIH/sida (Total: 33 millions)

Quelques progrès ont été enregistrés pour mettre fin à la propagation des maladies infectieuses. En 2008, on comptait encore dans le monde 33,4 millions de personnes souffrant du sida, dont deux tiers en Afrique sub-saharienne. La situation s'améliore lentement. La tuberculose a tué 1,8 million de personnes en 2006, mais la maladie disparaît progressivement, à l'exception toutefois de l'Afrique sub-saharienne. Le paludisme a provoqué 1 million de morts, dont 80% d'enfants en Afrique sub-saharienne.





Assurer un environnement durable

Superficie d'un pays = émissions annuelles de gaz carbonique (CO2) (Total: 28 milliards de tonnes)

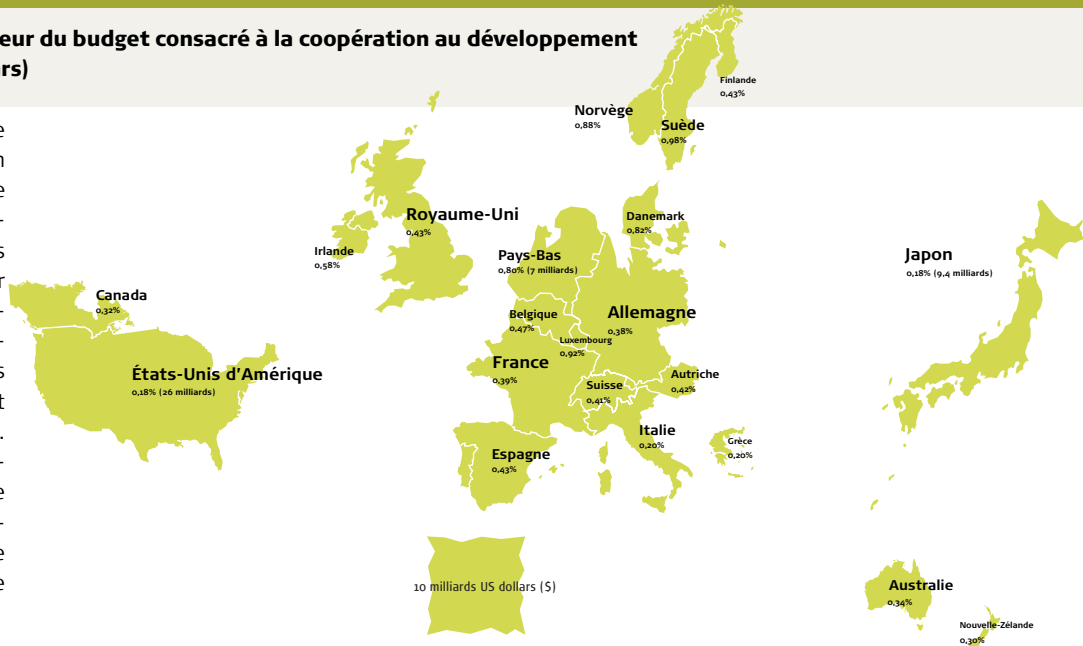
Il faut se consacrer davantage à l'environnement. Les pays riches doivent limiter leurs émissions de gaz à effet de serre et apporter aux pays en développement une aide financière et technique pour faire face aux effets du changement climatique. La moitié de la population des pays en développement ne dispose pas de toilettes dignes de ce nom ni de salles d'eau. L'accès sécurisé à l'eau potable s'est par contre considérablement amélioré.



Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Superficie d'un pays = ampleur du budget consacré à la coopération au développement (Total: 119 milliards de dollars)

Il reste encore beaucoup à faire dans le monde pour créer un véritable partenariat pour le développement. La crise financière ne doit pas empêcher les pays riches d'intensifier leur aide au développement. Les discussions concernant la suppression des barrières commerciales pour les pays en développement (*Cycle de Doha*) restent stériles. L'absence d'objectifs spécifiques empêche toute avancée en matière d'accès à la technologie et à des médicaments de qualité. Les remises de dette doivent être intensifiées.



Que fait la Belgique ?

- Elle consacre 0,7 % de son Produit national brut à la coopération au développement depuis 2010.
- Elle annule les dettes (45 millions d'euros en 2009).
- Elle agit pour l'amélioration de la qualité des médicaments (dont le prix est abordable).
- Elle accroît l'accès aux nouvelles technologies (dont Internet) via la coopération universitaire.
- Elle lutte contre la corruption et en faveur de la bonne gouvernance.
- Elle recherche de nouvelles ressources financières comme une taxe sur les bénéfices de la vente d'actions et d'obligations.

Chris Simoens

Source: **Global Monitoring Report 2010**
Cartes: **Mapping Worlds**

Fiche thématique du *Journal de la coopération belge*.

Périodique bimestriel de la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD)

Rédaction : DGD - Direction Programmes de Sensibilisation
Rue des Petits Carmes 15 | B-1000 Bruxelles
Tél : 0032 (0)2 501.48.81 - Fax: 0032 (0)2 501.45.44
E-mail : info.dgd@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be | www.dg-d.be



8 GOALS POUR L'AFRIQUE



Christophe Verhellen.



Le Soweto Gospel Band.

Il n'y avait pas que les buts de football qui comptaient pendant la coupe du monde ! Le Belge Christophe Verhellen a coordonné à Pretoria la campagne des Nations unies qui visait à attirer l'attention sur les *Objectifs du Millénaire pour le développement* et sur la lutte contre la pauvreté pendant cette fête du football. Dans le cadre de cette campagne, il s'est associé avec 8 éminents musiciens africains, dont Yvonne Chaka Chaka et Baaba Maal. Leur chanson alternative pour la coupe du monde, "8 Goals for Africa", doit sensibiliser les millions de supporters du football aux *Objectifs du Millénaire*. Le refrain de la chanson est en tout cas très entraînant.

La Coopération belge au développement

"Je suis incroyablement fier, comme volontaire belge, d'avoir reçu l'opportunité de contribuer à la réalisation des *Objectifs du Millénaire* auprès des Nations unies", déclare Christophe Verhellen, qui a travaillé depuis 2008 à cette campagne au centre d'information des Nations unies (CINU) de Pretoria. "Quand l'occasion m'en a été donnée par l'intermédiaire de la Coopération belge au développement, je n'ai pas hésité à la saisir."

Introduire les Objectifs du Millénaire auprès du public

En raison de sa longue expérience dans la production et la régie de programmes de télévision et de divertissement, Christophe Verhellen s'est vu confier au CINU l'entière responsabilité créatrice de la campagne : de l'idée de sortir la chanson "**8 Goals for Africa**" à la mise sur pied de la stratégie de communication, en passant par les contacts

avec les musiciens. Mais également pour la suite, "car les '8 Goals for Africa' ne se limitent pas à la chanson et à la campagne", conclut Verhellen. "Le but principal est en effet de faire passer le message des *Objectifs du Millénaire* au public."

Une chanson alternative

La chanson "**8 Goals for Africa**" et son clip vidéo ont été diffusés pendant la coupe du monde en Afrique du Sud. Le clip fut également projeté sur les grands écrans destinés aux supporters. Les musiciens se sont aussi produit en live à l'occasion de plusieurs matches de la coupe, ainsi que lors

*"Time is tick, tick ticking
It's ticking away
There's no time to delay
The Africa we dream of
Only 8 Goals away"*

des festivités de clôture le 11 juillet, jour de la finale, à Johannesburg.

Téléchargement gratuit

La chanson "**8 Goals for Africa**" est toujours téléchargeable gratuitement sur le site internet et via iTunes. Le but : atteindre 1.000.000 de téléchargements !

Reinout Van Vaerenbergh

online



www.8goalsforafrica.org



LES OBJECTIFS EN QUESTION



Avec les *Objectifs du Millénaire*, les questions de développement se trouvaient simplifiées en 8 points précis, quantifiables et planifiables. Jamais le bien-être de l'humanité n'avait rencontré pareil consensus mondial. Mais une telle simplification pose question : les objectifs globaux sont-ils adaptables au niveau local ? Pourquoi l'Afrique reste-t-elle à la traîne ? Et surtout pourquoi est-il si difficile de réduire la mortalité maternelle et infantile ? Réponses du mozambicain Francisco Songane...

Le dernier Sommet de l'*Union Africaine* à Kampala avait comme thème central la santé maternelle et infantile.

"Vous, les peuples du monde, êtes les seuls qui puissiez faire en sorte que la Déclaration du Millénaire ne soit pas un vain mot. Il vous incombe de faire honorer les engagements pris et, ainsi, de rendre le nouveau siècle meilleur que l'ancien." – Kofi Annan

Dix ans après cette phrase du Secrétaire général des Nations Unies à la Journée du Millénaire, des progrès globaux sont enregistrés mais ils restent trop lents. Les OMD sont-ils le cadre idéal pour contribuer au développement humain mondial ?

Il faut retourner en 2000. Avec la *Déclaration du Millénaire*, on réussissait l'exploit d'identifier les 8 progrès majeurs à accomplir pour l'humanité devant tous les pays de l'ONU. Le monde entier reconnaissait les inégalités entre le Nord et le Sud et le fait que la situation ne pouvait changer rapidement sans une aide supplémentaire. Certes, les OMD ne couvrent pas tout le développement et doivent être adaptés aux différents contextes nationaux, mais l'important est qu'ils ont donné un cadre de solidarité – basé sur les besoins humains essentiels – qui devait

entraîner le monde entier. On a tendance à l'oublier mais le 8ème objectif contient l'un des messages les plus importants de cette *Déclaration du Millénaire* : la solidarité.

1,25 dollar par jour, c'est le seuil en dessous duquel un être humain est considéré en situation de pauvreté extrême : peut-on réellement établir une norme universelle de pauvreté ? N'est-ce pas la projection d'une norme occidentale ?

C'est une mesure indicative, le montant minimum moyen calculé qu'un être humain doit pouvoir posséder pour satisfaire les conditions de base de la vie. Bien sûr, cela ne reflète pas la réalité. Vivre au dessus du seuil de pauvreté ne signifie pas seulement manger à sa faim, mais aussi avoir accès à l'éducation, l'eau potable, les soins

de santé et les installations sanitaires, etc. Cette cible des 1,25 dollar n'aura réellement un sens que lorsque les autres objectifs seront atteints. Votre question est pertinente et montre l'importance de considérer les OMD dans leur ensemble.

Peut-on considérer le manque de volonté politique (du Sud et du Nord) comme l'une des causes de la lenteur des progrès ?

Comme je le disais, on a négligé le message de l'objectif 8, qui traite de la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Peu de pays ont tenu leur engagement et on a souvent transformé la solidarité en "*charité*".

Mais les pays du Sud devraient également accorder plus d'importance aux objectifs 4 et 5 (réduire de deux tiers la mortalité

Dr. Francisco Songane ancien Ministre de la Santé du Mozambique et expert en matière de santé maternelle et infantile. Il est également gynécologue-obstétricien.

des enfants de moins de 5 ans et de trois quarts le taux de mortalité maternelle) qui montrent à quel point la famille, la base, est négligée par la société.

Avoir un enfant, c'est un bonheur pour tous, l'une des plus belles choses au monde. L'enfant doit pouvoir vivre insouciant et donner de la joie à sa famille. S'il paraît encore normal qu'un enfant innocent ou une jeune mère donnant la vie meurent, si la société est incapable de les protéger, alors cela signifie que cette société a failli à ses devoirs les plus élémentaires. Atteindre les objectifs 4 et 5 signifiera certainement gagner la guerre contre la pauvreté.

En effet, la réduction de la mortalité maternelle et infantile – un domaine que vous connaissez mieux que personne – sont les progrès sont les plus difficiles à enregistrer. Est-ce le symptôme d'un malaise sur les questions de genre ?

Cette mortalité maternelle et infantile est le signe de la pauvreté. Elle démontre la faiblesse des systèmes de santé. Mais l'infériorité sociale des femmes l'aggrave lourdement. Je vous donne un exemple : un accouchement se passe mal et la vie de la mère est en danger. L'hôpital est loin. Avant de pouvoir quitter la maison pour se diriger vers un lieu où elle pourra être aidée, il lui faudra avoir l'autorisation de la famille. Ensuite, elle doit trouver un moyen de rejoindre l'hôpital et là encore s'il faut payer un moyen de transport, elle dépend de l'homme qui tient la bourse. Et pourtant les femmes contribuent pour beaucoup à l'économie familiale. J'ai vu des femmes arriver ainsi après trois jours de travail, avec des conséquences irréparables. Bien sûr, il n'est pas normal qu'une femme doive marcher dix kilomètres avant de rejoindre une maternité. Cela démontre que le système n'est pas à même de répondre aux besoins élémentaires de la population. Mais les deux retards de cet exemple sont aussi dus à l'inégalité entre les hommes et les femmes. C'est une question de droits humains.

Le pouvoir politique, majoritairement masculin, manquerait-il de volonté sur les questions de femmes et d'enfant ?

Au niveau institutionnel, les progrès sont énormes. Les leaders politiques sont conscients qu'ils ne doivent plus négliger les questions de genre et commencent à s'engager. D'ailleurs le dernier Sommet de l'Union africaine à Kampala avait comme thème central la santé maternelle et infantile. Mais dans le contexte local des petits villages, les tabous demeurent puissants. Beaucoup pensent encore qu'il est normal de mourir en accouchant. Il faut les informer, qu'ils sachent qu'il est tout à fait possible d'éviter cela. Donc, c'est bien que les leaders de haut niveau aient placé le sujet

"On a souvent transformé la solidarité en charité."

en priorité dans leur agenda, mais ils doivent maintenant le traduire au niveau local en transformant les mentalités pour que les choses changent, et s'assurer que les institutions délivrent les services adéquats d'une manière équitable.

Pourquoi l'Afrique peine-t-elle à accomplir des progrès ?

D'abord parce que c'est le continent qui connaît le contexte socio-économique le plus mauvais, ensuite parce qu'il manque de stabilité politique et d'une culture de gestion autonome. Les pays d'Afrique devraient pouvoir mener une stratégie nationale dans laquelle l'aide extérieure vient en complément. Or aujourd'hui, ils se rendent trop dépendants de l'aide extérieure. Ces stratégies ont besoin de long terme pour être efficaces, ce qui est difficile quand le pouvoir n'est pas stable et pas suffisamment attentif aux citoyens qu'il doit servir. Il est crucial que les dirigeants prennent en charge l'agenda du développement de leur pays et mettent en place un



© DGD / D. Ardelean

cadre qui détermine des activités - y compris l'aide extérieure - adéquates et orientées vers les besoins de la population. De leur côté, les bailleurs doivent urgemment changer d'attitude et soutenir les stratégies de développement existantes.

Pour conclure, auriez-vous en tête quelques success stories :

Oui, plusieurs exemples déjà au Mozambique. Nous avons développé une stratégie de santé publique, en dialogue constant avec les partenaires donateurs. (NDLR : il fut Ministre de la santé). C'est ce plan national qui, en 2002, a permis l'introduction de la thérapie antirétrovirale contre le sida dans le secteur public, alors que les partenaires de développement y étaient opposés car ils soutenaient que le traitement était trop complexe pour un pays comme le Mozambique. Ces exemples sont souvent cités par des pays vivant une situation similaire à la nôtre.

Je pense aussi à d'autres régions du monde comme la Malaisie, la Thaïlande, le Sri Lanka où ils sont parvenus à réduire à plus de la moitié (de 60 à 75 %) le taux de mortalité maternelle. L'Etat du Kerala en Inde, l'un des plus pauvres, a des indicateurs bien meilleurs que les autres Etats : le taux de mortalité maternelle y est de 95, tandis que l'on enregistre encore 254/100.000 décès à l'accouchement dans le reste de l'Inde. Ils y sont parvenus en investissant dans l'éducation des femmes et dans les soins de santé primaires. Il y a aussi l'époustouflant exemple de Cuba qui, malgré le long blocus économique, a des indicateurs sociaux supérieurs à beaucoup de pays développés...

Propos recueillis par Elise Pirsoul




"There is what I know with me
It is the work given that I give you."
SISTERS OF MARY IMMACULATE



En venant, je savais que je trouverais la guerre, l'intégrisme, la famine, mais j'avais volontairement occulté la Maladie. Je redécouvre brutalement qu'elle a réussi à se faire une place à côté des autres fléaux. Ramenée par mes sanglots à des sentiments plus conciliants, la femme éberluée reprend vite ses esprits. C'est elle qui me confirme que dans ces contrées, la Maladie décime les populations plus sûrement que les armes à feu, elle est un châtimeur que même les Ecritures n'auraient pas imaginé, elle tue plus rapidement que la faim et la soif.

Après un bref échange de regards, la femme me lance : *"Venez, je vous amène au dispensaire."* Machinalement, sans réfléchir, je lui emboîte le pas. Mais aussitôt, je me retourne vers le cadavre de la fillette. Elle tranche, affranchie désormais de toute émotion, comme si le passage de l'enfant dans la mort l'avait purgée de sa détresse : *"Quand nous serons là-bas, je demanderai qu'on vienne la chercher."*

Tandis que nous marchons, elle m'explique la situation. *"Les hommes n'utilisent aucune protection, les femmes consentent à ce danger, les enfants sont orphelins très jeunes quand ils ne sont pas eux-mêmes contaminés. Et puis, il y a la drogue, la prostitution. Le paludisme aussi aggrave la fragilité générale. Le virus se propage comme une traînée de poudre."* Elle ajoute, emportée par son courroux : *"Et vous le croirez si vous voudrez mais les envoyés de Dieu regardent, sans rien dire, se contentant d'être désolés. Ils enterrent les morts avec une régularité métronomique, une lassitude palpable, mais ils n'envisagent jamais de freiner le génocide."* 

Philippe Besson –
"La Gueule du loup"



MONEY MONEY MONEY. VERS UN FONDS DE SOLIDARITÉ MONDIAL



© European Union, 2010

La mondialisation favorise la circulation de grosses sommes d'argent sans pour autant que celles-ci participent au bien-être de la planète. La réalisation des *Objectifs du Millénaire* est aussi en grande partie une affaire de gros sous, ou plutôt de leur absence. La communauté internationale est encore à la recherche d'un consensus visant la création d'un fonds de solidarité mondial. Alimenté par un prélèvement sur les flux financiers internationaux, il est censé combler le fossé financier entre l'économie mondiale et les besoins du développement.

Même à un taux minimal, les recettes d'une taxe sur les transactions de change internationales (CTL) seraient considérables.

Les taux de change internationaux

Le Professeur belge Lieven Denys (VUB) contribue en tant qu'expert à la formulation de propositions pour la mise en oeuvre de ce fonds. Il en connaît mieux que personne les potentiels et les défis : "Il s'agit de lever des taxes sur les transactions financières, parmi lesquelles la taxe sur les transactions de change internationales (CTL ou Currency Transaction Levy) occupe une place de premier plan. Le volume journalier des opérations de change s'élève aujourd'hui à plus de 4.000 milliards de dollars, soit 800.000 milliards de dollars par an. Une manne fiscale qui laisse rêveur... Même à un taux minimal – il est question de 0,005% – les recettes sont énormes. De quoi combler les besoins criants. Un autre attrait de ces propositions réside dans le fait que ces transactions financières sont très centralisées et très informatisées et donc techniquement aisément exploitables en termes de fiscalité."

Potentiel pour le financement du développement

Selon Denys: "La taxation des transactions

monétaires internationales (CTT ou taxe Tobin) et des transactions financières (FTT) ouvrent de très belles perspectives: des estimations prudentes oscillent entre 25 et 35 milliards d'euros – déjà la moitié de l'aide publique au développement de l'Europe -, d'autres tablent sur plusieurs centaines de milliards d'euros. Ces sommes permettent de couvrir non seulement les Objectifs du Millénaire mais également les frais qu'entraîne le changement climatique, voire même les retombées de la récente crise financière. L'objectif est de consacrer les moyens à des services publics mondiaux, comme la lutte contre la pauvreté et les défis écologiques. Un fonds de solidarité mondial doit répartir ces moyens de manière démocratique et solidaire, en fonction des besoins, tout en assurant une participation sur pied d'égalité aux acteurs impliqués."

A la recherche d'un consensus

La taxe sur les transactions de change et la création d'un Fonds de solidarité mondial sont une proposition du groupe de travail international sur les transactions financières pour le développement. Outre la Belgique,

la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, le Brésil et le Japon participent à ce groupe de travail, qui a examiné d'une part la faisabilité technique et juridique, et d'autre part la possibilité politique d'une cotisation sur les transactions financières internationales. Son rapport a été publié en juillet 2010*. Durant sa présidence de l'Union européenne, la Belgique s'efforcera d'atteindre un consensus européen sur cette proposition. Le rapport du groupe de travail servira de point de départ à un événement consacré aux financements innovants lors du Sommet du Millénaire du 22 septembre à New York. A l'ordre du jour: faire contribuer la mondialisation au financement du développement, au bénéfice de l'ensemble de la population mondiale.

Reinout Van Vaerenbergh

* voir www.leadinggroup.org/article668.html

LISBONNE RÈGLE L'AGENDA EUROPÉEN DU DÉVELOPPEMENT

La présidence belge de l'UE fait bouger les choses à Bruxelles... et ailleurs. Le Traité de Lisbonne modifie en profondeur le rôle du Président. Désormais, Catherine Ashton établit l'agenda pour le développement.

La Belgique à la barre

Le jeudi 1er juillet 2010 fut une journée particulière. Ce jour-là, l'Espagne transmettait à la Belgique le flambeau de la présidence du conseil de l'Union européenne. Ce passage de relais s'est accompagné de grandiloquentes déclarations, d'un époustouflant feu d'artifice, de bals populaires dans 12 villes belges et même d'un match de tennis au Stade Roi Baudouin qui a battu tous les records d'affluence. Il fallait habiter sur la lune – ou en dehors de l'UE – pour ne pas l'avoir remarqué. Jusqu'au 31 décembre 2010, notre pays aura l'honneur d'assurer la présidence du Conseil, une des institutions les plus importantes de l'UE où se réunissent les représentants des 27 États membres afin de coordonner la politique de l'UE. En tant que président, la Belgique mènera les négociations entre les États membres et se concertera avec d'autres institutions européennes, comme la Commission ou le Parlement.

Lisbonne modifie le rôle du président

En matière de coopération au développement, le Traité de Lisbonne a fortement modifié le rôle du président tournant. L'agenda pour le développement est désormais fixé par Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de l'Union. On peut la comparer à un ministre des affaires étrangères, car elle parle au nom de l'UE et doit avoir en permanence une vue d'ensemble sur les différents volets de la politique extérieure. Elle sera assistée dans sa tâche par le nouveau corps diplomatique européen. *"C'est pourquoi nous ne parlons pas, du moins pour la coopération au développement, d'une Présidence belge, mais plutôt d'une 'présidence du deuxième semestre'."* explique Karima Saqui, de la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE, le pivot de la coordination de la présidence. *"Une manière pour nous de faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'un business as usual."*



Catherine Ashton, Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la politique de l'Union européenne.

"La présidence de l'UE offre une belle vitrine à notre coopération au développement."

Transition vers l'ère post-Lisbonne

Quel sera l'agenda dans les mois à venir ? Notre priorité absolue consiste à garantir une transition harmonieuse vers l'ère post-Lisbonne. La Belgique soutiendra donc Mme Ashton dans l'organisation des deux Conseils des ministres qui rassembleront les ministres européens de la coopération au développement afin de définir leur politique. Les thèmes abordés seront entre autres l'aide aux États fragiles, comme l'Afghanistan ou la Corne de l'Afrique, les financements innovants, ou la question de savoir comment utiliser un prélèvement sur les transactions financières internationales, comme la taxe Tobin, au profit du développement.

Rencontres internationales au sommet

Dans les mois à venir, de nombreuses rencontres au sommet seront organisées au niveau international. Il y aura tout d'abord bien sûr le Sommet de l'ONU sur les *Objectifs du Millénaire* à New York où les États-Unis joueront un rôle de premier plan en tant que donateur principal. Le Sommet UE-Afrique en Lybie et le Sommet sur le climat au Mexique sont d'autres rendez-vous tout aussi importants dans l'agenda pour le développement. Début décembre ce sera au tour de

la Belgique qui organise les Journées européennes du développement, la grand messe de l'ensemble du secteur du développement qui se réunit pour une réflexion commune sur l'avenir de l'aide internationale.

La charge de travail sera naturellement très lourde. *"C'est une période d'activité intense, tous les États membres veulent savoir ce que la Belgique leur réserve. A cet égard, la présidence de l'UE représente une belle vitrine pour notre coopération au développement."* conclut Karima.

Ewout Stoefs

Les principaux rendez-vous internationaux durant la présidence belge :

- 20-22/09 : Sommet sur les Objectifs du millénaire à New York.
- 21-22/10 : Conseil informel des ministres de l'UE à Bruxelles.
- 15/11 : Conseil des ministres de l'UE à Bruxelles.
- 29-30/11 : Sommet UE-Afrique en Lybie.
- 29/11-2/12 : Réunion conjointe entre le Parlement européens et les Parlements des pays ACP à Kinshasa.
- 6-7/12 : Journées européennes du développement à Bruxelles.
- 8-10/12 : Sommet de Cancun sur le climat.

online



www.eutrio.be

www.un.org/en/mdg/summit2010

www.eudevdays.eu

TSUNAMI-HAÏTI : les bonnes leçons de l'aide



© European Union / ECHO

A Port-au-Prince, les humanitaires ont d'abord rencontré des difficultés dans l'acheminement de l'aide en raison des destructions considérables.

Suite au violent tsunami de 2004 qui a ravagé les pays de l'Océan Indien, la *Tsunami Evaluation Coalition* (TEC) évalua les actions de l'aide humanitaire. Un an après la publication de son rapport sur le bilan de la catastrophe, les acteurs de l'aide humanitaire se trouvaient face à une nouvelle épreuve, avec le séisme qui a dévasté Haïti en janvier 2010. Comment l'aide humanitaire internationale a-t-elle mis à profit les leçons tirées du tsunami lors du tremblement de terre à Haïti ?

LE RAPPORT DE LA TEC APRES LE TSUNAMI DE 2004

Le très violent tsunami de 2004 a causé la mort de 228.000 personnes. L'Indonésie, le Sri Lanka, l'Inde, la Thaïlande et les Maldives auront été les régions les plus touchées. Les montants de l'aide internationale ont atteint 13,5 milliards de dollars, des chiffres records. Quant au séisme destructeur qui a frappé Haïti, le nombre de morts est estimé à 222.570 personnes. Voici les grands points du rapport des actions humanitaires pour le tsunami :

Informer les donateurs

D'après le rapport, il s'avère que plusieurs agences d'aide humanitaire n'ont pas utilisé la totalité des fonds collectés pour le tsunami, alors que cette somme devait être affectée aux populations victimes de cet événement. C'est pourquoi il importe de mettre en place une politique de transparence pour l'information des citoyens sur la gestion des dons.

Aider les agences locales existantes et mieux coordonner les acteurs de l'aide humanitaire

Le rapport de la TEC préconise de moins se préoccuper, à l'avenir, d'envoyer des secours mais d'aider les structures locales existantes qui connaissent mieux la région touchée. La concurrence entre certaines agences d'aide humanitaire, une mauvaise coordination et les gaspillages ont été les points marquants de l'étude. Rien que dans une petite région du Sri Lanka se trouvaient 77 agences.

Plus d'acteurs expérimentés dans le domaine

Lors du tsunami, il y avait beaucoup de collaborateurs volontaires qui n'avaient pas d'expérience dans l'humanitaire. Ce qui perturbait l'organisation du travail sur place.

Adapter l'aide en fonction des besoins prioritaires

de la population

La majorité des aides n'étaient pas appropriés aux besoins des populations touchées. On a envoyé des colis de médicaments et alimentation qui étaient pour la plupart périmés ou non adaptés à la culture du pays.

Le rôle des médias dans les situations d'urgence

Le rapport souligne encore que c'est grâce à la couverture médiatique consacrée aux catastrophes naturelles que les montants de l'aide internationale ont atteint des chiffres records. Mais il faut aussi savoir qu'il y a beaucoup de crises non médiatisées qui sont oubliées par les médias et par le public. C'est aux médias de relever le défi !

HAÏTI ET L'AIDE HUMANITAIRE

Après le tsunami de 2004, l'humanitaire a beaucoup appris. Certes, il y a encore des améliorations à apporter mais le tremblement de terre à Haïti a mis sur scène les

humanitaire

En 2004, un tsunami ravageait les côtes du Sud de l'Asie. Aujourd'hui encore, dans l'état du Kerala (Inde), les conséquences restent visibles.



© Elise Pirsoul

améliorations dans le secteur. L'Organisation des Nations-Unies et certaines ONG comme la Croix-Rouge ont joué un rôle primordial dans l'assistance et la coordination de l'aide lors de la catastrophe à Haïti.

LE RÔLE DES NATIONS-UNIES LORS DU SÉISME À HAÏTI

Le Bureau de la Coopération des affaires humanitaires (OCHA) a mis en place un centre de coordination destiné à définir les besoins prioritaires et à assister le gouvernement haïtien afin de coordonner le soutien logistique des activités internationales de recherche et de secours. 376.000 bâches et plus de 45.000 tentes de grande taille ont été distribuées avec du matériel de cuisine et d'hygiène de base, des cordes, des couvertures et des moustiquaires.

Améliorer la logistique pour agir plus rapidement

Suite aux destructions causées par le tremblement de terre, les humanitaires ont dû faire face à des difficultés pour l'acheminement de l'aide. Le principal port a été fermé et les axes routiers de Port-au-Prince ont été coupés par les décombres. L'encombrement de l'espace aérien et la détermination des vols prioritaires ont posé des problèmes durant plusieurs jours et une grande quantité de fournitures d'urgence a été acheminée par la route à travers la République dominicaine, dont le gouvernement avait pris des dispositions spéciales pour faciliter le transit de l'aide humanitaire. L'accès aux secours s'est rapidement amélioré grâce au concours prêté par les États-Unis pour ré-ouvrir le port maritime.

Création d'un dispositif de coordination

Pour éviter l'arrivée massive de collaborateurs volontaires n'ayant pas nécessaire-

ment les compétences requises pour l'assistance aux populations, les Nations Unies ont mis en place un dispositif de coordination. Ce qui a nettement amélioré l'organisation du travail sur le terrain.

Une aide alimentaire pour tous, sans oublier l'agriculture

Quant au Programme Alimentaire Mondial (PAM), il a mobilisé pendant les premiers mois du séisme les ressources disponibles pour fournir une aide alimentaire rapide.

Le PAM a distribué des produits alimentaires à 3,5 millions de personnes. Malgré les défis logistiques, il travaille de façon permanente. Le PAM qui travaille en collaboration avec les agences locales assure aussi les repas journaliers dans les écoles. Ce qui permet d'une part d'assurer un repas journalier et de l'autre, d'assurer la scolarité des enfants haïtiens. Cependant la distribution de produits alimentaires n'est pas la seule solution. Il faut favoriser l'agriculture pour assurer une alimentation durable. C'est pourquoi déjà 68.000 agriculteurs ont reçu des kits de semences et des outils agricoles.

Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH)

Présent sur le territoire haïtien depuis 1994, l'Unité de coordination humanitaire et de développement de la MINUSTAH a comme mission de fournir une aide en matière de logistique, de communication, et d'établir un climat de sécurité à la communauté humanitaire et au gouvernement. Après le tremblement de terre, la MINUSTAH a construit plus de 204 abris et 6 millions de dollars ont été prévus pour le nettoyage des canaux de drainage de Port-au-Prince.

En collaboration avec les autorités locales, la MINUSTAH a lancé le projet "Travail contre

rémunération" pour créer des possibilités d'emploi pour les personnes délocalisées.

Le Comité International de la Croix-Rouge

Le CICR est présent à Haïti depuis 1994. La Croix-Rouge haïtienne travaille sur le rétablissement des liens familiaux en poursuivant des recherches pour retrouver les enfants et proches perdus suite au séisme. Jusqu'à présent, 17 enfants ont retrouvé leurs parents.

Distribution de nourriture

Le CICR, en collaboration avec la Croix-Rouge haïtienne, a distribué aux personnes déplacées et aux enfants hébergés dans les orphelinats plus de 300 tonnes de riz, de haricots, d'huile et de sel, des bâches en plastique pour plus de 30.000 victimes.

Gestion et approvisionnement des médicaments

Le CICR a soutenu la gestion et l'approvisionnement en médicaments de quatorze postes de premiers secours à Port-au-Prince et Petit-Goâve, mis en place par la Croix-Rouge haïtienne, et a fourni des médicaments essentiels à une quinzaine de structures médicales dans les zones touchées par la catastrophe. Les équipes médicales ont collaboré avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour la vaccination de plus de 12.000 personnes dans les quartiers de Martissant et de Cité Soleil.

Si les actions humanitaires exécutées dans une situation d'urgence imprévisible demeurent complexes, les leçons tirées du passé avec profit leur permettent de s'améliorer sans cesse.

Özlem Erikçi

Distinction pour la Coopération belge au développement

La Coopération belge au développement a reçu une évaluation positive de la part du *Comité d'aide au développement* (CAD) de l'OCDE : une distinction pour sa politique de développement. Un bond en avant par rapport à sa précédente évaluation.



Programme belgo-congolais de coopération PREPICO pour la réhabilitation et l'entretien des pistes en RD Congo.

Tel est le résultat d'un examen effectué par les pairs (*Peer review*), une évaluation durant laquelle les Etats membres du *Comité d'aide au développement* (CAD) font une sorte de radioscopie mutuelle de leurs politiques de développement. Lors de ce peer review, la Belgique a été évaluée par le Canada et la Suisse.

Eloge

La Coopération belge au développement a obtenu dans l'ensemble une distinction pour sa politique de développement et ce, en période de crise économique. Ces dernières années, notre pays a fait des progrès considérables. Le précédent examen par les pairs avait attribué un *'insuffisant'* à la Belgique. Le CAD a félicité notre pays sur au moins cinq éléments dont avant tout le fait que la Belgique est un des rares pays à maintenir son aide dans les Etats fragiles alors que d'autres donateurs s'en sont retirés. Bon bulletin également pour les postes suivants : la hausse du budget consacré à l'aide, les accords conclus avec les ONG et les universités, les contributions non affectées aux institutions multilatérales et la réforme de l'aide humanitaire.

La Belgique devra néanmoins développer de nouvelles stratégies destinées à renforcer la cohérence de sa politique. Pour cela entre autres, un document commun devra être présenté par l'ensemble des autorités fédé-

rales et régionales qui apportent une aide publique au développement. La Belgique est également encouragée à sensibiliser encore mieux l'opinion publique.

Aide en hausse

L'an dernier, la Belgique a consacré 0,55% de son PNB à la coopération au développement. Notre pays met tout en oeuvre pour faire passer le montant de cette aide à 0,7% de son PNB d'ici fin 2010. Selon le système d'évaluation par les pairs, notre pays a toutes ses chances de réussite. La Belgique deviendrait alors le sixième pays donateur

à atteindre la norme de 0,7%.

L'OCDE qualifie d'encourageant le fait que la Belgique consacre plus de 50 % de son aide bilatérale à l'Afrique sub-saharienne et aux pays moins avancés (PMA). Une partie importante de cette aide est toujours dirigée vers les anciennes colonies belges (Congo, Rwanda et Burundi). L'axe central de la coopération belge au développement reste donc toujours l'Afrique centrale.

Réformes

Ces dernières années, la Coopération belge au développement a changé radicalement de cap. Elle s'engage désormais de plus en plus dans les traités internationaux et encourage davantage la réflexion sur soi-même. Sa politique de développement a été renouvelée et de nouveaux arrêtés d'exécution sont en préparation. La modernisation de la politique occupe une place centrale, ses priorités sont ajustées en permanence. La Belgique s'est ainsi conformée à plusieurs recommandations du précédent examen par les pairs et se trouve, par la même occasion, fin prête pour faire face aux nouveaux défis.

Thomas Hiergens

online



www.oecd.org/cad

OCDE ? CAD ? Peer review ? 'Kekseksa' ?

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) regroupe 34 pays membres, dont la Belgique.

- **L'OCDE** collecte des données statistiques, et pratique des études et des prévisions sur les grands thèmes économiques et sociaux. L'Organisation permet ainsi à ses membres de comparer leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de coordonner leurs politiques.

- Au sein de l'OCDE, le **Comité d'aide au développement** (CAD) est une enceinte internationale où les gouvernements des pays membres et d'organisations multilatérales, (comme la Banque mondiale ou l'ONU) examinent ensemble les questions de développement.

- **Examens par les pairs / Peer review** : Les examens mutuels des gouvernements qui débouchent sur des recommandations sont l'un des modes d'action de l'OCDE.

EP

Se réadapter sans cesse



Noël Soetaert et sa femme à Ouagadougou.

Qui : Noël Soetaert, collaborateur de *Tearfund* à Ouagadougou, Burkina Faso.

Quoi : un centre d'accueil, un programme financier d'adoption et des microcrédits.

Pourquoi : Accueillir les enfants des rues, les scolariser, et rendre leurs parents autonomes.

L'aéroport de Ouagadougou après des heures de vol. Sous un soleil de plomb. Nous avons une nouvelle fois quitté les cieux grisâtres de la vieille Europe. Les enfants étaient là. Déconfits, ils découvraient cet étrange environnement autour d'eux. Leur apparut soudain un lézard qui grimpait sur un mur à quelques mètres d'eux. Ils furent immédiatement captivés par le petit reptile de 30 centimètres. Leur angoisse avait disparu. Jamais je n'aurais cru devoir dire merci à un lézard.

L'arbre qui cache la forêt ?

En coopération avec l'ONG belge *Tearfund*, nous avons créé à Ouagadougou un centre d'accueil pour les enfants des rues. Lancer un tel projet, c'est comme faire tomber le premier domino. Un centre d'accueil est indispensable. Pourtant, il est comme un emplâtre sur une jambe de bois. Vous aidez quelques enfants des rues, vous évitez qu'ils ne tombent dans la criminalité, mais il en arrive chaque jour davantage. D'où viennent-ils, ces enfants des rues ? Et pourquoi sont-ils devenus enfants des rues ? Beaucoup proviennent de familles très pauvres qui n'ont pas assez d'argent pour couvrir leurs besoins alimentaires, et encore moins pour la scolarisation de leurs enfants.



Du mil comme remède d'urgence

En complément au centre d'accueil, nous avons lancé un programme financier d'adoption. Nous avons pu ainsi arracher les enfants à la rue et les envoyer à l'école. Pour motiver et aider les parents à laisser leurs enfants partir pour l'école, nous leur donnons chaque mois du mil pour lutter contre la faim. Les besoins de ces populations sont de fait trop criants, la scolarisation passe après. Leurs enfants doivent soit les aider soit mendier. Notre aide est subordonnée à la fréquentation de l'école. Nous aidons ainsi des centaines de familles et empêchons que leurs enfants n'atterrissent dans la rue.

L'autonomie grâce au microcrédit

Si ce programme transforme la vie de nombreuses familles, que se passerait-il si l'adoption financière s'arrêtait ? Et comment empêcher une trop grande dépendance vis-à-vis de notre aide ? C'est pourquoi nous avons enchaîné sur le lancement de microcrédits. Nous avons réussi à octroyer les premiers microcrédits aux familles du programme d'adoption. Très prudemment pour commencer : pourront-elles ou voudront-elles rembourser l'emprunt ? Après remboursement, elles ont droit à un crédit plus substantiel, et ainsi de suite.

Nous sommes témoins de la mesure dans laquelle ces microcrédits améliorent la vie de nombreuses femmes - et donc aussi de leurs familles. Une femme m'a raconté qu'elle fabriquait des briques en banco pour assurer sa survie, un travail lourd et harassant. Le microcrédit lui a permis de monter une petite affaire. Elle gagne maintenant un peu plus. Sa

satisfaction est la meilleure récompense qui soit. Leurs vies se sont métamorphosées.



Remettre en question sa propre culture

Ma vie aussi a changé. Dans les débuts, tout m'agressait. Les usages et les modes de pensée locaux me choquaient. Chemin faisant, j'ai remis en question ma propre culture. J'ai découvert à quel point la vie était différente, mais que ce n'était pas nécessairement plus mal, mais au contraire parfois mieux.

Et du coup, chaque retour en Belgique provoque aussi un choc culturel. Chaque fois que nous quittons l'aéroport, nous sommes stupéfaits par la vitesse à laquelle les gens roulent.

Partout, c'est la même impression qu'ils sont pourchassés, et n'ont plus de temps les uns pour les autres. Quel monde de différence avec l'Afrique ! Là, les gens s'arrêtent lorsque par exemple vous tombez en panne. Les grises mines et le pessimisme contrastent avec les sourires et la joie de vivre du Burkina Faso. Les Belges ont beau être plus riches, ils semblent beaucoup moins heureux. Il faut se réadapter sans cesse.

Un *Indice de pauvreté* multidimensionnel

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Université d'Oxford ont lancé un nouvel indice pour mesurer la pauvreté : l'IMP ou *Indice de pauvreté multidimensionnel* (Multidimensional Poverty Index, MPI). Ce nouvel indice produit une image multidimensionnelle des personnes en situation de pauvreté et pourrait favoriser un ciblage plus efficace des ressources de développement. Le nouvel outil de mesure a été développé par l'OPHI, le département de l'université d'Oxford consacré à la pauvreté et au développement humain (Oxford Poverty and Human Development Initiative), avec l'appui du PNUD.

Mesurer les dimensions de la pauvreté

Le nouvel indice IMP mesure plusieurs facteurs en s'appuyant sur la situation des ménages : depuis l'éducation jusqu'à l'état de santé et aux avantages, avoirs et services locaux. Ensemble, ces facteurs dressent un tableau plus complet de la pauvreté et du bien-être que ne le permettent les simples mesures de revenu. L'indice révèle ainsi la nature, l'ampleur et l'impact de la pauvreté à divers niveaux : depuis celui des ménages jusqu'au niveau régional, national et international.

Nouvelles lumières sur la pauvreté

Les chercheurs de l'OPHI ont analysé les données de 104 pays rassemblant une population de 5,2 milliards de personnes (78 % de la population mondiale). Environ 1,7 milliard d'habitants des pays étudiés, soit un tiers de leur population totale, vivent dans une pauvreté multidimensionnelle. Ce chiffre est supérieur à celui de 1,3 milliard qui, dans ces mêmes pays, est celui des habitants dont on estime qu'ils disposent de moins de 1,25 dollars par jour pour vivre, ce qui est la mesure la plus largement acceptée de la pauvreté extrême.

L'IMP jette une nouvelle lumière sur la pauvreté dans de nombreux pays. Ainsi, en

"L'IMP fait fonction de loupe à haute résolution et révèle une large gamme de difficultés auxquelles sont confrontés les ménages les plus pauvres", dit Sabina Alkire, directrice de l'OPHI. "L'IMP donne une mesure plus complète de la pauvreté que les formules traditionnelles de 1 dollar par jour. Il constitue une addition utile à la panoplie d'instruments que nous employons pour examiner la pauvreté et le bien-être."

Ethiopie, 90% des habitants sont dimensionnellement pauvres, alors que selon les mesures exclusivement basées sur les revenus, le pourcentage d'Ethiopiens vivant en situation d'extrême pauvreté est de 39 %. D'autre part, si 89 % des Tanzaniens ont des revenus extrêmement bas, seuls 65 % sont dimensionnellement pauvres.

L'Inde est de loin la lanterne rouge : on dénombre plus de pauvres multidimensionnels dans huit des États de l'Inde (421 millions) que dans les 26 pays africains les plus pauvres (410 millions au total). D'après l'IMP, la moitié des pauvres du globe vivent en Asie du Sud et 28 % en Afrique.

Le Rapport annuel 2009 de la CTB : vers une agence de développement de deuxième génération



Pour la deuxième année consécutive, la CTB rédige son rapport annuel sous la forme d'un *reporting* développement durable. Le but est de communiquer de façon claire sur la durabilité de ses activités, sur ses succès et sur ses lacunes, et également de démontrer qu'elle tire les enseignements du passé pour s'améliorer encore à l'avenir.

Le paysage du développement a connu d'importantes modifications au cours des dix dernières années. Au niveau international, la *Déclaration de Paris* en 2005 a entraîné une évolution fondamentale en déplaçant le centre de gravité des relations de développement auprès des pays en développement eux-mêmes.

Dans ce contexte modifié, la CTB doit se préparer pour les défis à venir. La CTB doit se réinventer en tant qu'agence de développement de la deuxième génération. Ancrée dans le siècle précédent, la CTB doit continuer à démontrer et garantir sa plus-value au 21^e siècle.

L'une des priorités à ce sujet est l'adaptation de la structure organisationnelle aux nouveaux défis, plus particulièrement aux nouvelles modalités d'aide et à la croissance des budgets par intervention.

En 2009, la mission et la vision ont été analysées et reformulées en détail. La CTB se positionne dorénavant en tant qu'Agence belge de Développement et met en avant les valeurs d'innovation et d'intégrité.

Demandez un exemplaire imprimé via l'adresse info@btctb

La Belgique vient en aide au Pakistan



Des moussons exceptionnelles au Pakistan ont ravagé un territoire plus grand que l'Italie et ont ruiné la vie de 20 millions de personnes. En ce moment – fin-août – on estime les pertes humaines à "seulement" 1.700 morts, mais le nombre de décès pourrait grimper rapidement entre autre en raison de maladies comme le cholera. Les conséquences de la catastrophe pourraient donc se faire sentir à long terme.

La Belgique débloquera 2 millions d'euros pour le Programme alimentaire mondial. Ce montant vient en plus des 4,1 millions d'euros qui ont déjà été débloqués au cours de cette année. Ce montant est destiné à l'aide alimentaire pour plus de 3 millions de personnes, ainsi que l'hébergement et autres besoins de base de plus de 800.000 déplacés suite aux conflits interne au Pakistan.

Le Ministre belge des Affaires étrangères a représenté l'UE – dans le cadre de la Présidence belge – à une Session extraordinaire de

l'Assemblée générale des Nations Unies à New York à propos de la situation d'urgence humanitaire au Pakistan. Notre pays a délégué un expert belge pour accompagner la mission du *centre d'information et de monitoring* de l'UE au Pakistan. La mission doit clarifier comment une aide belge peut s'insérer adéquatement dans les actions des autres pays et organisations.

Vous pouvez aussi contribuer. Les besoins sont énormes: visitez le site du Consortium belge pour les situations d'urgence : www.1212.be.

Réfléchir sur un changement de regard

HARUBUNTU, le concours des porteurs d'espoir et créateurs de richesses africains, connaît cette année sa troisième édition (www.harubuntu.com). La remise des prix se tiendra début décembre à Bruxelles et six lauréats seront comme chaque année récompensés. A partir du témoignage de ces acteurs de terrain engagés, *Echos Communication* – ONG d'éducation au développement et organisatrice du concours –, s'interrogera sur la manière dont elle comprend et interprète les mécanismes de développement. Pour faire progresser le débat, nous nous intéresserons à plusieurs questions fondamentales. Quels sont les freins au changement ? Comment s'expriment-ils ? Sont-ils culturels, systémiques, individuels ? Au centre de nos interrogations, nous chercherons à comprendre en quoi le regard que nous posons sur nous-mêmes ou sur les autres et en quoi le regard que les autres posent sur nous peuvent influencer les dynamiques de développement. Ainsi, le 8 et 9 décembre prochain, un colloque vous sera proposé... Une opportunité pour expérimenter d'autres outils, méthodes, différentes paires de lunettes pour un changement de regard.

Pour plus d'informations, contactez Wivine Hynderick,
email : wivine.hynderick@echoscommunication.org
ou tel : +32 2 / 387 53 55.

HARUBUNTU 2010
Concours des porteurs d'espoir et de richesses africains 



A suivre...

A travers les aventures des jumeaux Lipanda et Dipanda, nés en juin 1960, la BD **"Congo 50"** nous entraîne dans 50 ans de l'histoire du Congo. De l'indépendance à nos jours, de Kinshasa à Lubumbashi en passant par la brousse, l'ouvrage reprend en 8 chapitres les joies, les splendeurs et déclin, la guerre, et l'espoir des Congolais. Huit chapitres de l'histoire illustrés par huit dessinateurs congolais réunis sous la houlette d'Africalia, forment un outil éducatif pour le plaisir des petits et des grands. Le récit est complété par une chronologie politique et culturelle du pays. L'ouvrage existe en français et en néerlandais.

"Congo 50", par Asimba Bathy, Cara Bulaya, Jules Baisolé, Didier Kawende, Fati Kabuika, Djemba Djeis, Tetshim, Jason Kibiswa.

Roularta Books & Africalia Belgium, 48 pg, 12,9 euros.